M 2485-82-3 F

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°83 / MARS 81 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. can.

LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS EST NOTRE LUTTE !

C'EST DE PLUS EN PLUS SIMULTANEMENT QUE LES OUVRIERS REPONDENT, AUX QUATRE COINS DE LA PLANETE, AUX ATTAQUES DE PLUS EN PLUS GENERALES ET BRUTALES DE LA BOURGEOISIE. ENCORE RECEMMENT, EN BELGIQUE ET EN GRANDE-BRETAGNE, DES LUTTES ONT EXPRIME CETTE TENSION MONTANTE. DANS LES PAYS DU BLOC DE L'EST, LES POTENTIALITES D'UNE EXPLOSION GENERALISEE SE RENFORCENT : LA BOURGEOISIE STALINIENNE, DE LA HONGRIE A L'URSS EN PASSANT PAR LA RDA, EST CONTRAINTE D'ACCORDER DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES, DES REDUCTIONS DE TEMPS DE TRAVAIL, POUR QUE L'AUSTERITE QU'ELLE IMPOSE PUISSE PASSER SANS AFFRONTEMENT.

POUR TOUS LES PROLETAIRES, LES LUTTES DE POLOGNE SONT UN PHARE QUI ECLAIRE LEUR PRESENT ET LEUR AVENIR : DEPUIS PLUS DE 8 MOIS, LA CLASSE OUVRIERE Y AFFIRME SA FORCE UNIE, CONTRE LA LOGIQUE D'UN MONDE POURRISSANT. DANS SA LUTTE, ELLE AFFRONTE TOUTES LES ARMES QUE LA BOURGEOISIE DEPLOIE PARTOUT DANS LE MONDE : LA REPRESSION, LE PIEGE SYNDICAL, LES MYSTIFICATIONS NATIONALISTES...



Gdansk août 80 : hauts parleurs et micros permettent à l'ensemble des ouvriers d'écouter les discussions du comité de grève et de prendre la parole. Aujourd'hui, pour continuer à imposer leur volonté, les ouvriers sont contraints de s'affronter plus directement à l'appareil syndical de Solidarité mis en place depuis lors.

La classe ouvrière, en Pologne, a réussi à maintenir l'initiative. La bourgeoisie ne parvient pas à "rétablir l'ordre" ; l'autorité du parti et de l'Etat continue d' être mise en question au point d'ébranler toute la structure politique de la classe au pouvoir. La récente vague de grèves commencée au lendemain même du nouvel an, après la "trêve de Noël" est la troisième vague depuis l'été. Et, comme les deux qui l'ont précédée, elle a abouti à faire céder partiellement les bureaucrates du Pacte de Varsovie. Mais cette fois-ci, pour y parvenir, les ouvriers ont du s'opposer plus ouvertement à l'appareil de Solidarité. La bourgeoisie ne peut plus gouverner comme bon lui semble. Elle est obligée de tenir compte de ce que font et menacent de faire les exploités.

● "La fin de l'été polonais. La Pologne à l'ombre de l'armée", titrait, ce mois-ci, parmi d'autres, le "Quotidien de Paris". Non, l'été polonais, n'est pas fini. L'image d'un talon de fer sur une classe ouvrière soumise par un syndicat "bien dans le rang" n'est pas encore la réalité.

LA BOURGEOISIE S'ARME CONTRE LE PROLETARIAT

Le nouveau changement de gouvernement est présenté comme la "solution" qui, maniant habilement la carotte et le bâton, réussirait à calmer la situation et à arrêter les grèves, par un subtil dosage de promesses de liberté et de menaces de répression. Le gouvernement actuel est la manifestation de la difficulté de manoeuvre de la bourgeoisie face à une classe qui depuis maintenant 8 mois n'a cessé de se battre, de réfléchir collectivement, de construire un rapport de forces capable de desserrer l'étau stalinien et d'améliorer ses conditions d'existence. LE GOUVERNEMENT ACTUEL EST LE RESULTAT DE L'INTRANSIGEANCE OUVRIERE ET D'UN ECHEC DE L'INTRANSIGEANCE DES BUREAUCRATES.

Depuis les cérémonies d'inauguration à Gdansk en décembre du monument aux victimes de la répression des luttes de 1970, l'espoir d'une UNION NATIONALE, ce consensus social tant désiré par Walesa, a bien volé en éclats.

La réunion des responsables du Pacte de Varsovie en décembre avait abouti à mettre en première ligne de front gouvernemental les tendances les plus "fermes"(le général Moczar en tête) afin de remettre l'ordre dans le pays.

Enhardi par le calme de la "trêve de Noël", le gouvernement s'est attaché pendant près de 2 mois à tenir le langage de la force face aux luttes sociales : refus d'appliquer les accords de Gdansk en ce qui concerne les samedis libres; intervention de la police pour évacuer les bâtiments gouvernementaux occupés par des paysans et des ouvriers; refus net de céder à toute pression revendicative (jusqu'au point de pousser des responsables locaux à reprendre les démissions qu'ils avaient déjà acceptées face à des grèves locales) menaces ouvertes du conseil des ministres de "prendre des mesures pour remettre les usines en grève au travail"; au début février, des rumeurs courrent sur l'imminence de l'imposition de la loi martiale dans le pays. "Il faut passer à l'offensive" déclare le général Moczar.

Les résultats ne se font pas attendre. Des millions d'employés en grève les samedis; le mouvement des paysans se généralise avec l'appui des ouvriers; les grèves exigeant la destitution des responsables locaux gouvernementaux se multiplient, provoquant dans le sud du pays des grèves générales avec occupation comme à Jelenia Gora et à Bielsko Biala, qui regroupent des centaines d'entreprises organisées pour la lutte ensemble. Au début février les grèves s'intensifient : les usines, les chantiers navals, les bureaux, les transports publics partent en lutte. Walesa, qui saute d'un foyer à l'autre pour "négocier avec les ouvriers" - étrange représentant!- s'écrie : "Le pays est en feu!"

La direction de Solidarité ne cesse de multiplier les appels au calme et à la responsabilité, sans succès. La presque totalité des grèves importantes ont été faites CONTRE L'AVIS DE SOLIRARITE.

L'Eglise traite le gouvernement d'irresponsable pour les mesures qu'il prend et qui ne font qu'attiser le feu social. Au moment des négociations sur Bielsko Biala, les éléments dits "modérés" du bureau politique menacent de démissionner si le gouvernement ne cède pas. La bourgeoisie a été obligée de céder partiellement sur les samedis libres, sur les revendications de ceux qui réclamaient la destitution des principaux responsables locaux de l'Etat.

Face à l'échec de la"fermeté" qui n'aboutissait qu'à des tergiversations, l'Etat fait un nouvel essai . Tentant d'aligner ses divergences derrière la principale force cohérente de l'Etat : l'ARMEE, elle n'efface pas la menace de répression qui pèse comme une épée de Damoclès sur la tête des ouvriers polonais : mais c'est que la classe ouvrière est trop forte. Il faut d'abord l'affaiblir. C'est pour ce but que le gouvernement met en avant aujourd'hui la "négociation", le "dialogue" ,en renforcant les moyens de contrôle sur la classe que sont le syndicat et les commissions chargées de régler les questions au sommet entre syndicats et représentants du gouvernement : démobilisez-vous, le syndicat s'occupe de vous ; plus de grèves, et plus de revendications économiques, pour commencer.

LES DIFFICULTES DE LA BOURGEOISIE A APPLIQUER LA FERMETE.

La classe ouvrière est trop forte. Mais trop forte localement, et les tentatives de répression entraînent des réactions immédiates, mais aussi internationalement. Les ouvriers du monde entier, et surtout ceux des Pays de l'Est, gardent les yeux sur la Pologne. Si le mouvement se tassait, si le silence pouvait se faire, alors il serait plus envisageable de faire succéder à la déroute l'écrasement physi-

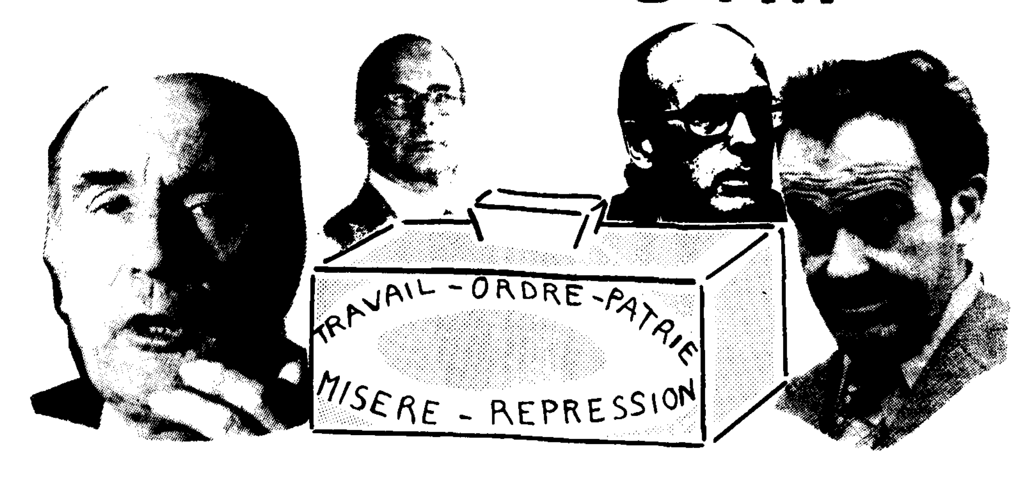
(suite page 4)

NE VOTEZ PAS ! LUTTEZ !

Lire p.2

sommaire

NE VOTEZ PAS !...



● C'est en masse que les ouvriers doivent déserter le terrain des élections.

Quel que soit "l'élu" porté à la tête de l'Etat, celui qui assumera la responsabilité de la gestion du capital national ne peut être, en France, comme partout ailleurs, à l'Est comme à l'Ouest, que l'exécutant de l'UNIQUE programme à l'ordre du jour dans ce monde capitaliste en crise. Renforcement de l'austérité draconienne, de l'exploitation féroce et de l'appareil répressif, attaque frontale contre la classe ouvrière : voilà, sitôt les élections passées, ce que l'Etat prépare à travers une réduction massive de des emplois dans tous les secteurs, des budgets (sauf ceux de la police et de l'armée !), des subventions, des salaires, ... comme il le fait aussi en Belgique, en Grande-Bretagne, en Italie, aux USA ...

Elire un chef d'Etat ne signifie pas autre chose pour le prolétaire que "choisir la main qui va le frapper". On n'élit pas son bourreau.

Mais même ce "choix" est une illusion. En fait, le choix n'existe pas : les cartes sont truquées, préparées d'avance.

Aujourd'hui, la gauche fait tout son possible pour ne pas gagner les élections et pour se placer résolument dans l'opposition.

Toute occasion est bonne à l'heure actuelle pour envenimer la querelle PC-PS. A cet égard, le refus d'envisager la question de la participation du PC à un éventuel gouvernement PS prépare déjà le second tour et vise à priver Mitterrand de l'appui décisif des voix PC. Et n'est-il pas surprenant de voir, à l'heure où la campagne est lancée, le PS envoyer en toute désinvolture son candidat ... voyager en Israël puis en Chine ?

Ce qui attend les ouvriers est clair. C'est un gouvernement de droite qui, sans s'embarrasser de grands discours va appliquer le programme d'austérité et durcira l'appareil d'Etat et son arsenal répressif tandis qu'il laissera à la gauche le soin de contenir la classe ouvrière.

D'ailleurs, de Giscard à Chirac, les campagnes de la droite s'articulent autour du thème de "l'Etat fort", selon le modèle Reagan. Si la précédente campagne et le début du septennat de Giscard était enrobé d'une sauce démocratique, vaguement sociale, où il n'était question que de "libéralisme" et de "droits de l'homme", de "changements dans la continuité", c'est aujourd'hui un discours basé sur le "réalisme", "les nécessités de l'économie nationale", le "maintien de l'ordre public", les réformes judiciaires et pénitentières, la campagne pour la peine de mort, l'anti-terrorisme.... Chirac prône sur un ton plus populiste "le redressement de la nation", "une main plus ferme contre l'anarchie", et des projets sur "une réduction sévère des dépenses publiques".

Il est normal qu'aujourd'hui, s'étale un désintérêt général pour ces élections qui suscitent un dégoût de plus en plus prononcé envers cette politique bourgeoise. Après dix ans de propagande intensive (législatives de juin 68, référendum de 69, présidentielles de 70, législatives de 73, présidentielles de 74 et jusqu'aux législatives de mars 78), les ouvriers ont réalisé qu'ils se sont fait duper par la perspective d'un changement possible avec la gauche au pouvoir et par la mobilisation électorale, sans que cela ait fait avancé d'un iota la lutte de classe, sans qu'ait reculé d'un seul pas la marche de la crise, et que s'atténue la dégradation progressive de leur niveau de vie.

Le PC, toujours à l'avant-garde en ce qui concerne les campagnes bourgeoises à mener au sein des ouvriers, faisait défiler alors des cortèges massifs aux cris d' "Union, action, programme commun !"

Depuis, c'est une autre période qui s'est ouverte où le prolétariat, de moins en moins sensibilisé aux promesses électorales de sortir de la crise est capable de déborder l'encadrement de la gauche et des syndicats. C'est pourquoi la gauche a dû enterrer le programme commun , programme électoraliste, et ne s'est installée dans l'opposition que pour mieux occuper le terrain de la lutte sociale.

Les ouvriers n'ont rien à faire dans la participation à cette sinistre mascarade qui se déroule de toute façon sur leur dos.

La seule façon de pousser à bout le désintérêt grandissant justifié envers les élections, c'est de refuser consciemment ce terrain pourri, C'EST DE NE PAS VOTER !

A l'opposé de l'isoloir, de l'élection des représentants du pouvoir d'Etat, la seule réponse à la politique bourgeoise, c'est l'affirmation, à travers le développement des luttes, d'une force collective préparant l'affrontement nécessaire avec ce pouvoir d'Etat.

Y.D



... LUTTEZ !

LES LUTTES DES OUVRIERS EN POLOGNE NOUS MONTRENT LE CHEMIN POUR DEPASSER LES DIVISIONS

LE MOIS DERNIER, LES MINEURS DE FOND DES MINES DE SILESIE, QUI AVAIENT DEJA OBTENU LES SAMEDIS LIBRES, PARTENT EN GREVE POUR... OBTENIR QUE CEUX QUI TRAVAILLENT EN SURFACE AIENT LES MÊMES AVANTAGES QU'EUX.

ILS NOUS MONTRENT PAR LA COMMENT, QUAND LA LUTTE DE LA CLASSE EST GENERALE, TOUTES LES DIVISIONS PAR RACE, PAR SECTEUR, PAR COMPETENCE QU'ENTRETIENT LA CLASSE BOURGEOISE, SONT BALAYEES. QUAND LA CLASSE OUVRIERE ENTRE EN LUTTE OUVERTE CONTRE LE MONDE BOURGEOIS, ELLE IMPOSE SA PROPRE VISION DU MONDE : NON PAS LE CHACUN POUR SOI, L'ETROITESSE DE VUE, LA MEDIOCRITE DE LA VISION DU MONDE A TRAVERS LA CONCURRENCE. CA, C'EST LE MONDE CAPITALISTE. LA VISION DE LA CLASSE OUVRIERE, CELLE QUE SA PRATIQUE MET EN AVANT, A L'AMPLEUR DE VUE DE LA SOCIETE A LAQUELLE ELLE ASPIRE : LE COMMUNISME.

VITRY, MONTIGNY ... LA CAMPAGNE DU PCF

DIVISER LES OUVRIERS POUR MIEUX SABOTER LES LUTTES DE DEMAIN

● Parti de "l'ordre" et de "l'ordre musclé", comme il vient encore de le démontrer dans ses derniers coups d'éclat, le PCF est capable de tout pour mener à bien sa sale besogne. Et quelle est cette sale besogne ?

- ACCREDITER LE RENFORCEMENT POLICIER ET FAIRE CARREMENT LE LIT DE LA REPRESSION.
- DIVISER LA CLASSE OUVRIERE ET CASSER SON UNITE : RENDRE LES UNS RESPONSABLES DU MALHEUR DES AUTRES ET AINSI PREPARER LE TERRAIN AUX MESURES ENCORE PLUS DURES QUI SONT EN TRAIN DE SE METTRE EN PLACE, ET EN PARTICULIER A L'ENCONTRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES.
- DETOURNER L'ATTENTION DES VRAIS PROBLEMES QUI NE SONT PAS TANT LE "RACISME", MAIS LES MESURES QUE LA BOURGEOISIE A PRISES CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.

Le développement coup sur coup des campagnes du PCF sur la "sécurité" et contre l'émigration, ainsi que sur la drogue, le chômage, les jeunes a l'avantage de mélanger tous les problèmes, de jeter une confusion totale par rapport aux questions que pose la situation actuelle. Et dans le mélange de tous ces thèmes, la "moralité" de l'un (la lutte contre la drogue) cache l'immoralité de l'autre, le racisme.

LES MANIERES DU PCF ET LES DIVISIONS DE LA CLASSE OUVRIERE

Tous ont critiqué le PCF sur ses "manières" : détruire le foyer de Vitry à coup de bulldozer ; appeler et utiliser "la délation" (comme si le PCF nous avait habitués à des "délicatesses"). Tous les partis, de la droite gouvernante à la gauche socialiste en passant par tous les bons "démocrates", tous se sont récriés d'indignation.

Mais tous ont critiqué la "forme" pour mieux affirmer qu'ils étaient d'ACCORD SUR LE FOND !

Leur indignation affichée n'est là que pour faire la publicité nécessaire aux exploits du PCF, pour faire que les ouvriers déterminent leur pensée et leur action, non pas par rapport à la lutte, à l'unité nécessaire dans la lutte, mais par rapport aux "staliniens" ou aux "démocrates".

Quant un désintérêt général par rapport aux élections s'est à juste titre enraciné dans la classe ouvrière, c'est en quelque sorte une autre façon de faire voter.

Critiques sur les "manières" du PCF, ils étaient tous d'accord pour dire que les immigrés étaient, en temps de crise, "un vrai problème" et qu'il fallait prendre des mesures contre les immigrés mais ... sans "racisme" ! C'est le "nationalisme" qui est la source du "racisme" et le nationalisme implique aussi bien une division entre les ouvriers des différents pays qu'une division au sein de chaque pays.

Le nationalisme qui est le fond de toute politique bourgeoise et anti-ouvrière, le PCF le partage avec tous les autres, partis de la bourgeoisie à "gauche" comme à "droite", "démocrate" ou stalinien".

Que son ultra-nationalisme et sa volonté de casser l'unité de la classe ouvrière amène le PCF à revendiquer des mesures contre les travailleurs immigrés et que cette campagne ait des résonances racistes n'a rien d'étonnant.

La question n'est donc pas "racisme ou anti-racisme", mais unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, internationalisme contre nationalisme.

Quel intérêt y aurait-il pour les ouvriers à prendre partie dans ce faux débat sur le "racisme" et "l'anti-racisme" que mènent les staliniens et les démocrates, quel intérêt auraient-ils à se ranger derrière les uns ou les autres puisque tous défendent la même politique!

LES MANIERES DU PCF ET L'ORDRE

Les campagnes du PCF sur la drogue, les jeunes et la sécurité est l'apport généreux et zélé du PCF à cette odieuse campagne pour "l'ordre" que mène de façon générale l'ensemble de la bourgeoisie depuis plusieurs mois. Campagne qui vont des grands moments "anti-terroristes" aux petites campagnes quotidiennes pour la peine de mort. Après Stoléru, c'est Peyrefitte que Marchais seconde.

De Marchais à Peyrefitte, la bourgeoisie unanime, en appelle aujourd'hui à "l'ordre". Quel ordre, quand l'anarchie de la crise s'empare de son système d'exploitation ? L'ordre qui permet qu'un chômeur meure de faim et de froid à 25 ans, l'ordre policier et répressif, un ordre de peur et de terreur, où l'on tire sur tout ce qui "bouge".

Ici aussi, les critiques sur les "formes" et les "manières" du PCF ne sont là que pour mieux faire accepter la seule attitude que toute la bourgeoisie puisse et sache vraiment développer par rapport à la crise, une attitude de plus en plus policière et répressive.

Quant tous dénoncent l'attitude "démagogique" et "électoraliste" du PCF dans ses coups d'éclat, cela est une fois de plus un mensonge.

C'est un mensonge parce que la politique anti-ouvriers immigrés du PCF ne date pas d'aujourd'hui, mais est une constante des staliniens comme leur défense de "L'ORDRE" et leur idéologie caricaturalement nationaliste. Le but principal du PCF dans ces coups d'éclats n'est pas électoraliste. Le PCF, comme parti d'opposition, a la tâche de gêner, de maintenir et d'étouffer la lutte de classe. C'est cela sa raison d'être, sa fonction dans la société, et c'est sa capacité à la tenir qui lui vaut sa place, qui fait sa force par rapport à tous les autres partis bourgeois et non pas le nombre de bulletins de vote qu'il peut réunir, tout particulièrement aujourd'hui. La bourgeoisie se prépare à maintenir l'ordre social après les élections, quand les mesures de crise déferleront sur la classe ouvrière, en particulier les milliers de licenciements dans l'automobile, centre moteur de l'économie et de la lutte de classe en France.

Cet "ordre social", cet "ordre national et policier" de l'exploitation capitaliste, le PCF se prépare à le maintenir main dans la main avec tous les autres partis de la bourgeoisie.

Prénat.

CRISE DE L AUTOMOBILE, CRISE DU CAPITALISME

VERS LES LICENCIEMENTS MASSIFS

"Le seul mois de décembre compte 45000 licenciements économiques, la rupture de 72100 contrats à durée déterminée, et 300 000 personnes touchées par des réductions d'horaires. Il y aurait eu 50 000 licenciements économiques de plus pendant le dernier trimestre 1980 qu'au cours des trois derniers mois de 79." ("Le Matin" du 9-2-80).

Cela, c'est seulement pour la France. Au niveau mondial, il faut savoir que l' on comptait 27% de chômeurs de plus en Europe en 1980, et que 81 se présente de manière encore plus catastrophique. C'est la grande chute générale et mondiale de l'activité économique.

●La crise qui sévit après la sidérurgie dans le secteur automobile, un des piliers des économies occidentales, indique la situation catastrophique qui s'empare en fait de tous les secteurs de l'activité économique.

Quand par exemple Peugeot annonce pour la France 46 000 licenciements pour la mi-81 et que l'on sait la place qu'occupe l'industrie automobile en France, on peut s'imaginer l'ampleur des licenciements qui vont accompagner ceux du secteur automobile. L'industrie sidérurgique, par exemple, qui a déjà opéré plusieurs milliers de licenciements, accuse aujourd'hui par le seul fait de la baisse d'activité du secteur automobile un déficit de 7 milliards de francs.

LA CAUSE DE LA CRISE DE L'AUTOMOBILE

La période de reconstruction d'après-guerre fut en grande part soutenue par l'énorme expansion de l'industrie automobile. L'augmentation annuelle spectaculaire du parc automobile fondit cependant à vue d'oeil (16% en 1955, encore 10% en 1966, seulement 4% en 73). Ainsi s'ouvrit une nouvelle période de surproduction, qui s'accompagna d'une chute brutale de la production en 74-75 (-25%, sauf le Japon :7%), qui entraîna toute l'économie dans la récession.

La crise est internationale ; il n'y a qu'à *regarder les chiffres* : 20 000 licenciements annoncés en RFA pour les 3 prochaines années; 3500 en France (Talbot), des dizaines de milliers en Grande-Bretagne et aux USA. Chiffres auxquels s'ajoute le chômage temporaire de fin d'année : 5000 aux Pays-Bas (Volvocar), 17 000 et 6500 à Volkswagen (Kassel, Brünswick) , 8000 à Ford(Cologne), 46 000 à Peugeot en France et 30 000 à Fiat en Italie. Ces faits brutaux montrent que la classe ouvrière est confrontée dans TOUS les pays aux mêmes problèmes, et pas seulement dans le secteur automobile. Tous les secteurs, construction, verre, chimie, sidérurgie, sombrent dans la crise. Nous sacrifier pour le sauvetage du capital national n'apporte rien à la classe ouvrière : le rythme de travail continue à augmenter, les rationalisations et les licenciements aussi. La seule chose qui nous reste est d'engager ensemble la lutte pour une vie humaine contre le système de concurrence meurtrier qui nous monte les uns contre les autres chaque jour un peu plus et tente d'empêcher toute solidarité entre nous.

L'ABSURDITE D'UN SYSTEME OU LA SURPRODUCTION DE BIENS ENGENDRE LA MISERE.

LA FAUTE AUX JAPONAIS ?

Depuis le début des années 70, l'industrie automobile n'a cessé d'augmenter son chiffre de production : 3,170 millions de voitures en 73 à 5,4 millions dans le premier semestre 80. En même temps, le Japon est devenu le principal producteur mondial. La production de la CEE a stagné en 79.
Le plus significatif est que le Japon a connu une croissance énorme de son exportation : de 22,8% de la production en 70 à 50,2% en 79, tandis que la CEE reculait légèrement (de 53,8% à 51,4%). Plus des 2/3 de la production européenne sont destinés à l'Europe. Maintenant que la surproduction est à nouveau évidente, il apparait que la plupart des firmes européennes sont faibles en dehors de l'Europe. La solution qui fut cherchée au niveau européen fut l'intervention de l'Etat : Alfa Romeo est pour une grande part une entreprise d'Etat, Motor Iberica également; à Volkswagen l'Etat a une grande participation; British Leyland a été repris par l'Etat; un grand prêt de l'Etat francais est accordé à Peugeot pour la reprise de Citroën, et à Renault (régie d'Etat) pour Berliet; aux USA, Chrysler recoit même un nouveau subside de l'Etat de 1,5 milliards de dollars. Enfin l'Etat paie le chômage temporaire quand il y a surproduction temporaire, comme à Fiat.

Seuls Volkswagen et Renault semblent pouvoir se maintenir quelque peu à flot au niveau européen. Ce sont aussi les entreprises qui sont compétitives sur le marché mondial. Dans la propagande officielle, on met l'accent sur le fait que les ouvriers japonais travailleraient pour un salaire de famine, mais ce n'est pas vrai. Ils ont en moyenne autant de jours de congés, ils ont un salaire supérieur aux anglais, aux italiens ou aux français. Il est vrai que le coût salarial total, avec la sécurité sociale incluse, est plus élevé en Europe, mais les salaires au Japon doivent encore croitre cette année de 7% alorsqu'ils stagnent en Europe et baissent aux USA. Ainsi Chrysler ne se gêne pas pour demander une cotisation des ouvriers de 460 millions l'année passée et de 1,5 milliard cette année. Il est vrai que les syndicats au Japon ont réussi à ne presque plus laisser éclater de grèves depuis 1960 dans l'automobile, et cela contribue bien sur à la consolidation des profits. Mais il ne faut pas oublier que la "rationalisation" se poursuit irrémédiablement. Et la production japonaise aussi stagnera cette année. Déjà maintenant, 2% de la population active est au chômage.

LUTTER ET GENERALISER

Les rationalisations se poursuivent en particulier en Europe et aux USA, dont les entreprises doivent rationaliser ou mourir . Et, à cette occasion, on voit qu'il n'existe pas de solidarité européenne ni américaine, ni japonaise. American Cars Corporation est racheté par Renault et General Motors rachète une firme japonaise. En Europe, British Leyland conclut un accord avec Honda, Alfa Romeo, VW, et Motor Iberica avec Nissan, Ford avec Mazda, etc...

Cette crise qui sévit dans les pays de l'ouest comme dans ceux de l'est est une crise mondiale du capitalisme. A UNE QUESTION MONDIALE, IL NE PEUT Y AVOIR DE REPONSE QUE MONDIALE.

Par sa propre dynamique, cette crise de surproduction généralisée ne peut déboucher que dans la destruction massive de marchandises, de capital productif et l'élimination tout aussi massive de ceux qui produisent ou ont produit tout cela.

Ce que nous devons voir dans cette crise, ce n'est pas seulement la misère qu'elle nous impose aujourd'hui, mais aussi cette perspective qu'elle amène inéluctablement avec elle, la guerre mondiale, si elle ne donne pas l'occasion à la classe ouvrière internationale de mettre en oeuvre une transformation révolutionnaire du monde.

Ce que les ouvriers doivent comprendre quand ils résistent aux mesures de crise dans tel ou tel pays, c'est qu'ils résistent à une crise générale, mondiale, que leur lutte est la même que celle qui se mène en Pologne, en Belgique, en GB, etc...

Dans cette situation, le nationalisme, comme celui de la gauche et du PCF avec le "produisons, consommons français" est le pire des poisons que la bourgeoisie peut distiller dans la classe ouvrière. L'internationalisme est par contre sa force fondamentale.

(voir articles sur les luttes en Pologne, en Belgique, en G.B.).

D'après un article paru dans Internationalisme N°51

L'insécurité, c'est le capitalisme

●Depuis la création de la RATP en 1949 et jusqu'au 31 décembre dernier, les accidents ferroviaires dans le métro ont fait 250 blessés, pas une mort. Un bilan, qui, somme toute, parle en faveur de la direction de la Régie. Puis à partir du début de cette année, en l'espace de seulement quelques semaines, une série d'accidents vient d'occasionner, coup sur coup, 71 blessés et un mort.

On peut trouver dans cette situation sujet à une parabole sur le capitalisme. Surtout que la RATP occupe à Paris une place cruciale dans la vie de la société. Pendant des décades, le capitalisme, au moins là où il est le plus développé, peut se permettre, relativement, d'illusionner sur sa vitalité et sa générosité . Puis survient une époque à partir de laquelle tout commence à se détraquer. En quelques années alors, c'est le plongeon par palliers vers l'abîme d'une crise générale du système, sans espoir de réémergence.

C'est ce que nous vivons, aujourd'hui.

La soudaine série d'accidents du métro-et de la SNCF-c'est l'image même de la course actuelle du capitalisme. Voilà un service de transports public, la RATP, quasiment un service d'Etat, dont la bourgeoisie n'a jamais manqué de clamer haut et fort l'exemplarité de son fonctionnement et la grande réussite de ses normes de sécurité ; voilà donc un service public dont la fiabilité semblait être certifiée par une longue expérience sans tâche qui se met, comme soudain, à dérailler, à tamponner, à transgresser les feux, à faire des victimes en cascades.

Et, bien oui, la RATP déraille, tout comme le capitalisme dans son tout déraille. Tout le capitalisme dans son fonctionnement, si l'on peut dire, normal, est une machine à provoquer des accidents à cause de ses propres règles de marche, basées non sur les intérêts humains mais sur ceux du commerce, du profit et de l'exploitation. Mais quand il rentre en crise ouverte, alors toutes ses tendances néfastes éclatent en tous sens, les unes renforcant les autres; jusqu'à et depuis le coeur du système, l'Etat capitaliste. Et alors, ce sont des marées noires en série, des explosions, des incendies dans les écoles, les campings, les dancings. Ce sont les accidents dans le métro, dans les hôpitaux, et autres services publics dont l'Etat a rogné les crédits d'équipement. La pleine dimension de cette malfaisance capitaliste est donnée par le drame social consécutif aux tremblements de terre d'El Asnam et de Naples.

La vérité de son monde, la bourgeoisie n'a plus les moyens de la cacher. Après les accidents de métro, elle a parlé de rétablir la sécurité. Quelle sécurité?

Quand la gauche a déclenché un mouvement de grève à la RATP après les accidents, il est clair que la chose principale qu'elle a mis en avant, ce n'est pas la sécurité des usagers, mais le besoin d'accentuer le fliquage des stations, que ce soit par la police ou par les sbires syndicaux.

Le capitalisme n'a plus de sécurité sociale à garantir. Sécurité d'emploi? Les files de chômeurs s'enflent à vue d'oeil. Sécurité du niveau de vie? Mois après mois il est raboté par l'inflation et l'austérité. Sécurité de l'avenir humain? Nous baignons dans un climat de préparatifs bourgeois pour le troisième holocauste planétaire.

La seule sécurité que la bourgeoisie peut permettre, c'est celle de son Etat. Plus la crise écarte de lui une population désabusée et prête à la révolte, plus la bourgeoisie a à coeur de rétablir les normes de sécurité de l'Etat. "Sécurité et liberté" de la répression étatique, voilà la sécurité de la bourgeoisie, la gauche dans les pas de Peyrefitte.

Oui, le capitalisme est un monde d'insécurité. Quand il ne peut plus donner du travail et du pain, même en miettes, quand sa nature catastrophique se révèle au grand jour, la seule chose qu'il offre en réponse à la misère qu'il a propagée, c'est la répression.

Mx

"Mort naturelle"?

● Dans la rubrique "fait divers" du "Monde" (20-2) on pouvait lire un article intitulé : "Mort de faim et de froid" qui disait :

"Licencié en juillet 79 du centre de production des usines Peugeot à Sochaux, un jeune homme de 25 ans a été découvert mort de froid et de faim dans un hangar qui lui servait d'abri.
C'est un huissier qui a trouvé le cadavre alors qu'il venait notifier au jeune homme une citation à comparaitre devant le tribunal de grande instance consécutive à un larcin qu'on lui reprochait. Le décès remontait à trois jours et le corps ne pesait plus qu'une quarantaine de Kg. En perdant son emploi, M.Kos avait aussi perdu le droit de demeurer dans le logement fourni par son entreprise.
(...) L'ENQUETE DE POLICE A LIVRE DE SON COTE SA CONCLUSION : MORT NATURELLE." (souligné par nous)

Ainsi, aujourd'hui, dans un pays "développé", "civilisé" on peut mourir de faim et de froid, seul.

"Mort naturelle", comme conclut la police!

"Naturelle" comme les fleurs qui reviennent au printemps, comme la neige qui tombe en hiver. Ni la solitude, ni la faim, ni le froid d'un jeune chômeur ne sont des traces de violence, de coups qui pourraient indiquer une "main criminelle".

Non, "naturelle", comme les licenciements dans la même ville, Sochaux, la même usine, Peugeot, qui toucheront des milliers d'autres ouvriers dans les mois qui viennent, quand pleuvront les 46 000 licenciements prévus par le groupe Peugeot-Talbot pour la France.

Par contre, si demain, cette masse d'ouvriers licenciés s'unit pour ne pas sombrer dans la solitude, se battent et résistent pour ne pas mourrir de faim et de froid, ce sera "naturellement" un "crime contre la société", un crime contre un ordre qui fait qu'on puisse mourir de faim et de froid, à 25 ans, seul... du chômage.

LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS...

(suite de la page 1)

que de la volonté ouvrière.

Et avec quoi réprimer? Si le général Jarulewski ne "voulait" pas employer la répression en 70, c'est que les premières tentatives d'utiliser l'armée pour la répression s'étaient soldées par des fraternisaitons avec les insurgés. Quant à l'URSS, elle a déjà des problèmes de désertions dans les contingents envoyés en Afghanistan, tirer sur les ouvriers de Pologne ne se ferait pas sans mal... Cet affaiblissement de l'armée bourgeoise, c'est le résultat de la formidable pression sociale qu'exerce la classe ouvrière quand elle lutte, quand elle fait entrevoir à l'humanité la possibilité d'une autre logique que celle qui fait aujourd'hui tourner ce monde à l'envers.

Pour réprimer aujourd'hui la classe ouvrière en Pologne, il faut tenter de noyer cette lame de fond.

Le syndicat Solidarité est aujourd'hui pour l'Etat son atout majeur, pour la classe son pire danger. La nouvelle équipe dirigeante le place en première ligne de l'offensive antivrière.

L'ISOLEMENT SYNDICAL

La bourgeoisie peut tenter de prendre un autre visage. Mais elle ne peut



LES OUVRIERS EN GREVE GENERALE A BIELSKO-BIALA AFFRONTENT WALESA QUI VIENT LEUR DEMANDER D'ARRETER LEUR LUTTE. ILS OBTIENDRONT FINALEMENT LA DEMISSION DU PLUS HAUT FONCTIONNAIRE LOCAL DU L'ETAT.

pas céder sur des revendications qui sapent son économie et elle dit clairement, par la bouche du syndicat : plus de revendications économiques. D'AILLEURS, AVEC LES DIFFERENTES "CONCESSIONS" DE LA BOURGEOISIE, LA NEGOCIATION REUSSIE AVEC LES SYNDICATS PREVOIT DE NOUVELLES RESTRICTIONS SUR LA CONSOMMATION DE LA VIANDE ET DU SUCRE.

Or, justement, la classe ouvrière n'accepte toujours pas cette logique: rentable ou non, elle a exigé les samedis. Tant que l'économie peut produire des armes à la tonne, les ouvriers ne voient pas pourquoi ils devraient vivre dans la misère.

Solidarité, comme l'Etat en général, tend à présenter le problème et ses solutions sur le plan de la "distribution" de ce qui est disponible. La classe ouvrière pose le problème du BUT DE LA PRODUCTION ; le point de vue de la classe ouvrière n'est pas de répartir une misère imposée par des besoins qui lui sont étrangers, mais de produire en fonction de ses besoins, et de les satisfaire.

Or, justement, la classe ouvrière, jusqu'à présent a montré plus que de la méfiance vis à vis de la vision syndicale des négociations en bureau fermé par des délégués qui ne sont pas des délégués d'assemblées en lutte. A Bielsko Biala et à Jelenia Gora, elle a à nouveau montré que pour imposer sa volonté, il fallait se réorganiser en comités de grèves centralisés entre les différents secteurs.

De la force qu'ont eu ces réactions de la classe ouvrière en Pologne, c'est l'ensemble de la classe ouvrière mondiale qui doit en tirer la leçon, car ces problèmes ne sont pas "spécifiquement polonais". C'est la condition pour que la classe ouvrière affirme sa force et entrave la répression; c'est la condition pour approfondir la question qu'ont posé les ouvriers en Pologne : celle de la réorientation de la société vers la satisfaction des besoins humains. Elle ne peut se faire à l'échelle de la Pologne, mais à l'échelle du monde.

D.V.

GREVES EN BELGIQUE

LA COLERE EST GENERALE, LES SYNDICATS L'ETOUFFENT

Début février aura connu une agitation sociale spectaculaire en Belgique : grève dans la sidérurgie, dans les transports publics, manifestations régionales, tant en Flandres qu'en Wallonie : la colère ouvrière est grande et les syndicats ont dû déployer leurs meilleures astuces pour tenter de canaliser le mouvement de mécontentement : grèves partielles et tournantes, mobilisation région par région, discours démobilisateurs, rien n'a été épargné!

Pourtant, à Liège, Gillon a eu du mal à faire admettre la reprise du travail aux sidérurgistes. A Charleroi, Staquet, autre bonze syndical, a carrément insulté les travailleurs qui conspuaient ses mensonges! A la Louvière, c'est dans un silence glacial que les travailleurs ont écouté les bavardages syndicaux. Si les syndicats sont parvenus à arrêter la première vague, manifestement, ils n'ont pas encore pu briser la volonté de résistance des travailleurs.

●Janvier 81 , fermeture de l'usine Citroën de Forest : 900 licenciements. Fermeture de l'usine British Leyland à Seneffe : 2500 licenciements. Mesures de chômage partiel et licenciements dans le textile. Sidérurgie , annonce d'un nouveau plan de restructuration (un de plus) : 3000 licenciements. Tels sont les coups qui viennent s'ajouter aujourd'hui aux "dégraissages progressifs" qui, de "restructurations"en "redressements" ont déjà jeté ces dernières années des milliers de prolétaires sur le pavé. Depuis un an, le nombre de chômeurs a augmenté de 20% dans un pays qui, avec un taux de 10% se trouve déjà parmi les premiers d'Europe.

C'est dans cette situation que le très "ouvrier" parti socialiste a fait voter en janvier au Parlement un plan de relance destiné à "sauver l'emploi" et qui signifie entre autres l'arrêt de toute nouvelle négociation sur les conditions de travail et les blocages de salaires. Le syndicat FGTB avait déjà préparé le terrain : en décembre, il avait organisé des journées d'action et derrière quel mot d'ordre? Pour que la loi de la modération sur les salaires ne soit pas une loi "venue d'en haut", mais un accord librement consenti entre patrons et syndicats, pour que les travailleurs acceptent de se serrer la ceinture et de ne plus faire grève, si cela doit "sauver l'emploi"!!!

Austérité et paix sociale garanties pour deux ans, tous, certes, y trouvaient leur compte. Tous sauf les ouvriers qui de moins en moins ne l'entendent de cette oreille. Le caractère simultané de ces nouvelles attaques, constituant un pas supplémentaire dans la politique menée par la successsion des gouvernements antérieurs, ne pouvait passer sans provoquer de mobilisation ouvrière. Citroën, Fabelta (textile), secteur public, grands magasins, sidérurgie... DEPUIS JANVIER LES GREVES SE MULTIPLIENT, les manifestations syndicales voient affluer les ouvriers par dizaines de milliers, même dans les plus petites villes.

Cette volonté de riposte ouvrière, les syndicats sont les premiers à en comprendre le danger. Pourtant considérée comme proche du PS au gouvernement -et elle lui en a bien donné la preuve en signant les précédents plans de redressement, la FGTB a soudain changé de ton en organisant une "vaste manifestation de riposte" le 22 janvier qui réunit 80 000 personnes à Bruxelles. Confrontés à un mouvement qui touche tous les secteurs du pays, les syndicats devaient en prendre la tête pour organiser la défaite.

ALORS QUE LA COLERE OUVRIERE TOUCHE QUASIMENT TOUS LES SECTEURS ET DE NOMBREUSES VILLES, LES SYNDICATS ONT ENCORE REUSSI A ISOLER COMPLETEMENT LES GREVES QUI SE PRODUISAIENT SIMULTANEMENT PARTOUT.

UN ORDRE IMPOSSIBLE

Aux prolétaires de la sidérurgie, on ne la fait plus sur les chances de "sauver l'emploi", après l'annonce du nouveau plan de restructuration, avec la fusion des aciéries Cockerill et Triangle qui prévoit au moins 3000 emplois supprimés (10% des effectifs) sans compter les répercussions sur les autres secteurs. Touchant à la fois Liège et Charleroi, les deux centres industriels les plus importants de la Wallonie, le mécontentement déborde, et cette fois, les discours syndicaux ont bien du mal à passer dans les assemblées sans se faire siffler. La situation est plus qu'explosive et les syndicats vont tout faire pour émietter un mouvement qui comporte trop de potentialités...

LES DIVISIONS PAR REGIONS...

Le terrain de la défaite, c'est d'abord l'utilisation de l'infect langage régionaliste qui a déjà si bien servi la bourgeoisie belge : il faut accepter la fusion pour sauver la "Wallonie", pour rendre la sidérurgie wallonne"efficace et concurrentielle" contre l'expansion d'aciéries plus modernes au Luxembourg et en Flandres. Comme l'explique le président FGTB : "On ne sait plus dans ce pays donner le nécessaire à la Wallonie sans donner le superflu à la Flandre." Le responsable, c'est donc l'ouvrier sidérurgiste flamand! Quand on sait que les aciéries wallonnes et flamandes sont contrôlées par le même groupe industriel et qu'est déjà à l'étude un nouveau plan de fusion entre les deux régions, avec nouveaux licenciements à la clé qui jetteront dehors aussi des ouvriers flamands, on peut se faire une idée de jusqu'où peut aller la crapulerie des syndicats.

...ET PAR USINES.

Mais ce n'est pas tout, la deuxième manoeuvre syndicale a été d'opposer les ouvriers de Liège à ceux de Charleroi. Les représentants syndicaux se disputent pour savoir laquelle des deux villes encaissera le plus de licenciements. Dans les faits, alors que LES OUVRIERS DEBRAYENT SPONTANEMENT EN MEME TEMPS, à Charleroi les syndicats font manifester les ouvriers contre la fermeture d'une aciérie; à Liège,par contre,ils appellent à une grève de 24 heures... pour le samedi suivant! Pour soutenir les ouvriers de Charleroi? Non, c'est Liège qui doit être sauvée, c'est Liège qui doit produire la majeure partie de l'acier wallon! Et tandis qu'ils appelaient à la reprise du travail à Charleroi, alors que rien n'avait été obtenu (l'usine sera fermée), ils demandent aux ouvriers de Cockerill de rester chez eux et d'entamer à leur tour une grève. A la reprise du travail à Liège, ils reparlaient de grève pour Charleroi.

La sidérurgie étant loin d'être le seul secteur touché, c'est partout que les syndicats vont jouer de ce genre de manoeuvre pour démobiliser, et rompre toute possibilité de lien entre les grévistes.

-Aux 900 ouvriers de Citroën, brutalement mis au chômage par la fermeture de l'usine début janvier, les syndicats proposent d'accepter la fermeture au nom de la non rentabilité de l'entreprise, de réclamer des négociations sur le montant des primes de licenciements, de ne pas compromettre les négociations par une occupation intempestive, de défiler devant l'usine Wolkswagen au travail dont les portes sont soigneusement fermées et de "se battre d'abord contre le patron de Citroën".

-Quand, un mois plus tard, c'est au tour de British Leyland de fermer ses portes, licenciant 2500 personnes et que les grèves surgissent dans d'autres secteurs, la démobilisation et la dispersion sont consommées parmi les travailleurs de Citroën.

-Les ouvriers du textile de Tubize, confrontés eux aussi à la fermeture brutale de l'usine, peuvent également dire que les syndicats se sont bien occupés d'eux : aucune forme d'action spectaculaire n'a été épargnée, à condition de rester à Tubize : occupation, séquestration, blocage des voies ferrées, et pour finir en "désespoir de cause", grève de la faim des délégués syndicaux.

-Quant au secteur public, on a soigneusement attendu la reprise du travail dans la sidérurgie, puis la signature des accords avec les patrons privés pour les faire débrayer à leur tour, mais attention, pas tous ensemble: bus le 12 février, trains le 13 au matin, administration l'après midi.

Les syndicats ont réussi à signer un accord sur le blocage des salaires avec la paix sociale en prime. Mais cette paix sociale risque bien de rester sur le papier. Les ingrédients de la grève de masse se préparent en Belgique comme ailleurs avec la généralisation de la crise qui n'épargne personne. La situation en Belgique avec cette multitude de grèves simultanées montre que la généralisation est nécessaire, mais aussi qu'elle est POSSIBLE. Mais la généralisation, ce n'est pas faire grève tous ensemble le jour J en restant chacun dans son usine; ce n'est pas attendre des syndicats qu'ils proclament que le moment est venu de faire la grève générale. Unifier nos luttes, c'est casser la mainmise des syndicats sur l'organisation de la grève,c'est la prendre en charge nous-même à travers les AG; l'organisation de la lutte, son extension, les délégations aux autres usines, c'est rester sourds aux considérations syndicales sur la rentabilité de l'entreprise qui ne servent qu'à entretenir la défaite et l'isolement. La colère est générale, il faut qu'elle s'exprime à ce niveau, par une grève de masse qui ait conscience de son unité.

J.U.

la gauche dans l'opposition : AVANT-GARDE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA MONTEE DES LUTTES

●Le retour de la crise économique mondiale dans le milieu des années 60 et le réveil de la lutte de classes internationale à partir de 1968 sont venus rappeler à la bourgeoisie qu'aucune de ses contradictions n'étaient résolues, dépassées malgré les illusions qui avaient pu germer durant la période de reconstruction qui a suivi la deuxième guerre mondiale. La bourgeoisie a du réorienter son appareil politique pour pouvoir faire face à cette situation.

La réponse de la bourgeoisie à la vague de luttes de classe qui commence par les grèves de mai 68 en France, 69 en Italie et 70 en Pologne, vague qui va toucher tous les pays du monde, va être la dynamique de la gauche au pouvoir.

LA DYNAMIQUE DE LA GAUCHE AU POUVOIR DANS LES ANNEES 70

La tactique de la gauche au pouvoir va être utilisée dans tous les pays industrialisés du bloc occidental, là où le prolétariat est le plus concentré, et ceci avec la bénédiction du suzerain US. Les années 70 vont être marquées par des gouvernements travaillistes en Grande-Bretagne, sociaux-démocrates en Allemagne, au Bénélux et en Scandinavie, démocrates aux USA, et même dans les pays où la gauche ne viendra pas au pouvoir : en France, Italie ou en Espagne (à cause de la présence du PC que le bloc occidental ne peut accepter au gouvernement), c'est la dynamique de la gauche vers le pouvoir qui va cristalliser la vie politique : Programme Commun, Compromis historique, Convergence démocratique, etc... *Pourquoi* ?

Dans l'appareil politique de la bourgeoisie, la gauche est la fraction qui a pour tâche spécifique de s'adresser à la classe ouvrière, qui doit au travers de ses syndicats et de ses partis l'encadrer afin de l'empêcher de lutter et de lui imposer les diktats de la *bourgeoisie*.

Au moment où le prolétariat retrouve le chemin de la lutte de classe, après des dizaines d'années de contre-révolution, c'est naturellement à la gauche que revient la tâche d'entraver le renouveau de la lutte de classe.

La tactique de la gauche au pouvoir est la réponse de la bourgeoisie au réveil de la lutte de classe afin de ressouder le prolétariat à la défense de l'Etat national, de l'Etat capitaliste.

Les moyens utilisés ? C'est la mise en avant des mystifications démocratiques classiques, électoralistes essentiellement. Un même leitmotiv pour la gauche dans tous les pays : "Rien ne sert de lutter, il faut voter"; "La victoire pour les travailleurs, c'est la gauche au pouvoir".

Cette politique va se traduire par un reflux des luttes ouvrières dans les métropoles industrielles. Après les vagues de grève de 1968-74, c'est le creux qui marque l'impact de l'offensive démocratique sur la classe ouvrière.

La bourgeoisie a tenté de refaire ce qu'elle avait fait durant les années 30 : New-Deal, Fronts Populaires, etc... c'est à dire la gauche au pouvoir, chemin au bout duquel il y a eu la guerre. En effet, la gauche au gouvernement, que ce soit seule ou dans le cadre d'une union nationale, est la forme politique de la bourgeoisie pour embrigader le prolétariat dans la guerre impérialiste lorsque celui-ci n'a pas été auparavant suffisamment écrasé. C'est ce que nous voyons par exemple aux USA où c'est le parti démocrate (c'est à dire aussi l'appareil syndical) qui est au pouvoir durant la guerre de 1914-18, de 39-45, de Corée ou du Vietnam. C'est ce que nous voyons en France avec l'union nationale durant la première guerre mondiale, le Front populaire et l'union nationale dans la résistance pendant la deuxième guerre mondiale et la SFIO au pouvoir durant la guerre d'Algérie. Les exemples ne manquent pas. Ce n'est que lorsque le prolétariat est trop faible, soit pour cause de sous-développement des pays concernés, soit pour cause d'écrasement antérieur (cas de l'Allemagne ou de l'URSS) que la bourgeoisie peut se dispenser de la gauche au pouvoir pour faire sa guerre. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui.

LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION...

Que voyons nous aujourd'hui au niveau international ?
La période de reflux de la lutte de classe des années 70 a pris fin : les grèves en Iran, à Longwy-Denain, en Angleterre, au Brésil et en Pologne sont venues marquer le renouveau de combativité de la classe ouvrière.
Dans le même temps, que se passe-t-il au sein de l'appareil politique de la bourgeoisie : en Angleterre, aux USA, en Suède, ce sont des gouvernements de droite qui arrivent au pouvoir. Les Programmes Communs, Compromis historiques sont mis sous la table. La gauche se met dans l'opposition et radicalise son langage. Pourquoi ?
La gauche doit aller dans l'opposition parce qu'il faut d'abord et avant tout briser les luttes prolétariennes avant de pouvoir en découdre sur le terrain impérialiste. Durant les années 70, dans la dynamique de la gauche au pouvoir, la racine principale de la crise politique de la bourgeoisie était le facteur de la politique impérialiste (les blocs), c'est à dire celui de la guerre. Aujourd'hui, le passage de la gauche dans l'opposition marque le fait que le facteur lutte de classe tend à prendre une place déterminante dans les préoccupations de la *bourgeoisie*. C'est ce que viennent de montrer de façon très claire les évènements en Pologne, dont le résultat est une accélération internationale de la radicalisation de la gauche dans l'opposition.
Le fait que le facteur lutte de classe tend à prendre le devant de la scène est la traduction de l'affaiblissement général de la bourgeoisie dans son rapport de force face au prolétariat.
La gauche dans l'opposition est une <u>tentative de renforcement</u> de l'<u>appareil politique de la bourgeoisie</u> dans <u>un cadre général d'affaiblissement</u>.
L'échec de la tactique de la gauche au pouvoir s'est manifestée par l'usure des mystifications électorales, par la perte des illusions sur la paix sociale et la fin de la crise. Pour le prolétariat, l'heure est aujourd'hui à la lutte. Le prolétariat tend à apparaître comme classe autonome.
Dans ces conditions, non seulement il serait désastreux pour la bourgeoisie que la gauche se maintienne au pouvoir, au contraire, elle doit adapter ses armes, ses mystifications à cette nouvelle situation.
La radicalisation de la gauche hors du pouvoir se manifeste de façon générale par la mise en avant de thèmes "ouvriers", par un langage de "lutte", par une dénonciation virulente du gouvernement. Le PCF, en France par exemple, l'a bien compris quand il abandonne le thème de "l'union du peuple de France" pour reprendre celui de la "classe ouvrière française".
D'autre part, comme il s'agit de briser l'élan d'une classe ouvrière qui tend à s'organiser sur son terrain de classe, l'arme principale de la bourgeoisie, celle qui de plus en plus est mise en avant, c'est le syndicat. C'est au niveau même où la classe tend à s'organiser que la bourgeoisie va porter son effort : <u>à la base</u> (1).

...ET LA DROITE AU POUVOIR

Le corollaire de la gauche dans l'opposition, c'est bien évidemment la droite au pouvoir. Finies les années 70 où le centre de gravité du pouvoir était au centre -droit ou gauche- ce qui correspond encore à l'illusion d'une relative paix sociale. Cette illusion s'est usée, le divorce entre la société civile et l'Etat s'est accentué. La gauche a été obligée de coller au prolétariat et pour cela se retrouve dans l'opposition, laissant ainsi au pouvoir une droite qui n'a rien de mystificateur. Ceci n'est d'ailleurs pas son rôle. Les nouveaux gouvernements de droite : Thachter, Reagan, Sotelo ne cherchent pas tant à mystifier qu'à menacer, qu'à imposer l'austérité et la répression. Cette fonction, ils ne peuvent l'assumer que parce que la gauche est dans l'opposition. Le <u>partage du travail</u> est bien fait au sein de la bourgeoisie : une gauche radicale dans l'opposition qui permet à une droite dure au gouvernement d'imposer austérité et répression.
C'est avec cette forme d'orientation politique que la bourgeoisie se prépare à faire face au prolétariat. Ce qui sera déterminant dans les années à venir, ce ne sera pas tant la capacité de la droite à manier le bâton de l'austérité, mais la capacité de la gauche à faire accepter tout cela aux prolétaires. Du point de vue prolétarien, l'essentiel est le mouvement de la gauche dans l'opposition, c'est là qu'est le plus grand danger; l'arrivée de la droite au pouvoir est secondaire.
C'est la gauche qui va tenter de faire tomber le prolétariat dans le piège d'une fausse opposition droite-gauche.
Le changement de ton de la bourgeoisie américaine est significatif de la nouvelle orientation et des préoccupations de la bourgeoisie : finie la campagne sur "les droits de l'homme" de Carter; aujourd'hui, ce que dénonce Reagan, c'est "le terrorisme international" qu'il menace de ses foudres. L'ennemi visé, ce n'est plus seulement le bloc adverse, mais tout mouvement social qui mettrait en jeu les intérêts américains. En agitant ainsi la menace du bâton, Reagan rejoint *ainsi ses compères russes qui ont la* même attitude menaçante vis à vis des ouvriers polonais.

Le chantage à la répression de la droite au pouvoir, la fausse radicalité de la gauche dans l'opposition, ces deux pôles apparemment opposés sont unis pour faire face au prolétariat, chacun servant de faire valoir à l'autre. Nous voyons ce système fonctionner efficacement pour briser l'élan de la lutte ouvrière aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Pologne. Un peu partout, éclairée par l'exemple polonais, la bourgeoisie est en train ou se prépare à mettre en place cette forme d'organisation pour faire face à la classe ouvrière, pour tenter de briser les luttes du prolétariat qui tentent de se généraliser par delà toutes les barrières usinistes, régionalistes, nationalistes....
De la capacité du prolétariat à unifier sa lutte par delà les divisions dépend son avenir. Si la gauche dans l'opposition parvient à maintenir la lutte prolétarienne dans les limites nationales, il lui sera plus facile d'encadrer et de briser l'élan prolétarien, afin d'entraîner le prolétariat dans la guerre. Si elle n'y parvient pas, si le prolétariat étend ses luttes par delà les frontières, la perspective qui se précisera sera celle de l'affrontement révolutionnaire. L'histoire nous a montré que la gauche est alors le dernier rempart de la bourgeoisie : comme la Social-Démocratie en Allemagne dans les années 20 ou les Mencheviks et socialistes révolutionnaires en Russie en 1917.

Que la gauche soit au pouvoir ou dans l'opposition, elle est un poison mortel pour le prolétariat parce qu'elle le touche à son point sensible : les illusions qu'il peut encore avoir. De la capacité du prolétariat à rompre avec ses illusions, dépend sa capacité à détruire le capitalisme, à faire la révolution.

"Renoncer aux illusions sur son état, c'est renoncer à un état qui a besoin d'illusions".
K. MARX

J.J

Note
1) Voir article p.8

GREVES EN G-B

●L'industrie nationalisée du charbonnage en Grande-Bretagne annonce 30 000 licenciements dans les mines. Quelques jours après, le 17 février, 26 000 mineurs gallois partent en grève sans "autorisation syndicale". Des mineurs d'Ecosse et du Kent en Angleterre se joignent à la lutte. En deux jours, le gouvernement de Thatcher, connu pour la brutalité ses plans d'austérité, recule et annule le plan de licenciements, sous *la pression ouvrière*. Si le gouvernement pensait que le risque de chômage freinerait les ardeurs au combat, il s'était trompé.

Dans un pays qui vient de décider 60 000 licenciements dans la sidérurgie l'année dernière, où 3000 emplois aux docks sont menacés, des milliers à British Leyland et ailleurs dans l'automobile, 29 000 menacés à British Railways (chemins de fer), avec les augmentations de loyers, la pénurie de logements, l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat, la tension sociale touche tous les secteurs. Cette grève risque donc d'être le détonateur d'un mouvement plus général, notamment chez les ouvriers de la compagnie des eaux qui, depuis plusieurs semaines, ne sont freinés que par des *interminables votes secrets et envoyés* par la poste, organisés par les syndicats.
Pourquoi le gouvernement a-t-il reculé, même si ce n'est que provisoirement?
A cause de la combativité explosive des mineurs qui a fait un pas en dehors de l'encadrement syndical.
Et surtout à cause du POTENTIEL DE GENERALISATION au-delà de la seule catégorie des mineurs.

Malgré des tendances affaiblissant les mineurs (revendication de protection pour le "charbon-GB " contre celui des étrangers; difficulté à voir la crise dans sa globalité et non comme la crise qui touche "leur" puits), le 19 février, des milliers de mineurs refusent de reprendre le travail. Un de leurs chef syndicaux les plus "populaires", Scargill, le Séguy de G.B., soutenu par le PC, connu pour sa radicalité verbale, applaudi il y a un an pendant la grève de la sidérurgie, AUJOURD'HUI A ETE HUE par une délégation massive de mineurs gallois parce que les mineurs "sous ses ordres" au Yorkshire ne sont pas partis en grève. Ils attendaient docilement les "consignes syndicales" officielles.

Les derniers évenements montrent que *les leçons de la grève de la sidérurgie* et de la grève de 74 ne sont pas perdues : la GENERALISATION est la seule menace qui effraie la bourgeoisie et peut combattre ses plans. Cette généralisation n'est possible que si les ouvriers ne se fient pas aux paroles des syndicats mais COMMENCENT DANS L'ACTION A PRENDRE LEUR LUTTE EN MAIN DIRECTEMENT.

J.A.

COURRIER DES LECTEURS

DANS LA PERIODE ACTUELLE, LES ELEMENTS REVOLUTIONNAIRES SUBISSENT ENCORE, D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE, LA SITUATION DIFFICILE DE L'ISOLEMENT ET DE LA DISPERSION.
NOUS VOUDRIONS QUE NOTRE JOURNAL SOIT UN DES MOYENS POUR DEPASSER CELLE-CI, D'UNE DISCUSSION PLUS VIVANTE.
A NOS LECTEURS, A TOUTE PERSONNE INTERESSEE PAR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE, NOUS LEUR DEMANDONS DE NOUS ENVOYER LEURS REMARQUES, LEURS CRITIQUES, LEURS SUGGESTIONS.

ECRIRE : B.P. 581, 75 027
PARIS CEDEX 01.

Nous publions ci-dessous une lettre d'un de nos lecteurs à propos de la lutte de classe en Pologne.

à propos de la Pologne...

Depuis 1905, la grève en masse, arme de lutte politique, est en Pologne une tradition bien enracinée. C'est à l'emploi de cette arme que le prolétariat polonais doit les premières brèches importantes ouvertes dans l'édifice tsariste. Aujourd'hui, dans la lutte historique du prolétariat moderne pour sa libération, la classe ouvrière polonaise occupe le tout premier rang et le prolétariat du monde entier se trouve poussé à comprendre son importance historique car, il livre en Pologne une de ces batailles décisives dans la lutte émancipatrice du prolétariat mondial.

En pleine crise économique et malgré la lourde menace de la répression militaire qui plane constamment sur lui, le prolétariat polonais continue de livrer une grandiose lutte, certainement une des sources les plus fécondes en enseignements qui se soient produites depuis des décennies. Il se bat seul pour sa propre existence ; il brandit très haut sa bannière ; il remet à l'honneur la pratique de la grève en masse propulsant dans l'action des centaines de milliers de protagonistes ; il a recours à l'assemblée générale renouant par là avec la pratique des organes de dualité de pouvoir. Les premières éruptions du prolétariat ne se sont pas terminées par une navrante défaite ; au contraire, elles auront encouragé les combattants à livrer de nouveaux assauts. Maintenant, le mouvement s'affronte à des forces infiniment plus puissantes matériellement, non plus Kania et l'Eglise apostolique romaine, mais le capitalisme mondial qui a trouvé en Walesa son plus efficace cheval de Troie.

Brutalement, les dernières flambées de grèves du prolétariatpolonais sont venues confirmer qu'il n'y avait pas de quelconque socialisme en Pologne, mais une économie nationale soumise aux lois de la domination impérialiste du marché mondial. Qu'il n'existait pas à Varsovie un type d'Etat "ouvrier dégénéré", mais un appareil de domination policière, grand des intérêts généraux de la classe dominante, la bourgeoisie polonaise. Que, divisée économiquement pour l'exploitation des marchés et la conquête des indispensables débouchés, la bourgeoisie mondiale était tout comme en 1871 et en 1917, solidaire lorsqu'il s'agissait de réprimer les désordres sociaux par sa gendarmerie, et, de garantie à chacune de ses fractions nationales de la continuité du capitalisme par la ressource de ses coffres-forts. Qu'à cette franc-maçonnerie des brigands d'Est et d'Ouest, le prolétariat devait opposer sa propre solidarité internationale en s'inspirant des méthodes de Marx et d'Engels oeuvrant à la constitution de l'AIT en 1864 et, de l'effort des bolchéviks luttant pour la reformation de l'Internationale. Que toute lutte, voulue et vécue par le prolétariat freinait de manière conséquente les préparatifs militaires de la bourgeoisie en vue d'un troisième carnage impérialiste.

Quoiqu'obscurci par l'emprise religieuse et les ressentiments nationalistes qui subsistent dans une classe qui se relève de la plus tragique contre révolution de son histoire, le caractère fondamental du mouvement n'est en rien marqué par l'idéologie trade-unioniste. Bien plutôt, il constitue un des maillons de la marche en avant du prolétariat qui se fraie la voie à travers une série d'avancées et de retraites car, seule classe révolutionnaire qui soit en même temps classe exploitée, il ne peut pas poursuivre son ascension sur une route rectiligne, à l'inverse de la bourgeoisie montante.

Les grèves conduites par le prolétariat polonais constituent une puissante réaction à la pression de plus en plus insupportable d'un capitalisme dominé par la crise. Ces grèves sont spontanées, en ce sens qu'elles réagissent immédiatement à une situation sociale donnée, qu'elles rendent coup pour coup dans la lutte. Elles permettent de développer les innombrables ressources et toutes les capacités créatrices du prolétariat. C'est un flot montant de réalisation des plus positives pour l'unification de la classe qui se produit en Pologne. Et dans cette mesure où s'est effectuée la plus large mobilisation et le regroupement du meilleur des forces prolétariennes, les machinations insensées des "jaunes" en vue de stopper le mouvement ont été étouffées dans l'oeuf, et les bouchers qui rêvent du sabre et du fusil pour noyer une fois pour toutes le mouvement dans un bain de sang doivent ronger leur frein. Par sa puissance, le mouvement a contraint les dirigeants à céder plus d'une fois sur leurs revendications : "Ce n'est pas l'emploi de la force physique, mais bien la résolution révolutionnaire des masses de ne pas se laisser effrayer, le cas échéant, dans leur action de grève par les conséquences les plus extrêmes de la lutte et de faire tous les sacrifices nécessaires qui confèrent à cette action une puissance si irrésistible qu'elle peut souvent amener dans un court laps de temps de notables victoires" (Rosa Luxembourg : "Grève de masse, partis et syndicats"). Telle est bien la situation en Pologne. Prêt à tout effort, disposé aux sacrifices les plus pénibles, le prolétariat se bat et, par cette lutte, il est devenu le facteur social le plus actif, celui qui tient entre ses mains la clé de la situation. Poussé à la lutte par une situation de crise, il agit sur les bases des lois de l'histoire qu'il plie sous sa volonté. Au niveau actuel de son développement conscient, le prolétariat est non seulement de taille à tenir tête à ses ennemis, mais aussi capable de les terrasser.

Luttant pour atteindre leur propre but, les ouvriers polonais ne se sont pas laissés entraîner à la remorque des dirigeants du KOR. A chaque élévation de leur conscience a correspondu une chute de l'autorité et de l'influence de Walesa. Ce que ce dernier désirait, c'était une grève prise d'avance dans les rêts de la légalité ; une grève qui ressemble à une pieuse occupation d'usines durant laquelle brûleraient innocemment les cierges et l'encens de la "paix sociale". Après avoir cherché à échapper aux doucereux discours démobilisateurs du KOR, les prolétaires sessaient de s'organiser dans leur leurs propres organes centralisés. Cette tâche est celle que doit se donner l'avant-garde des ouvriers qui, au cours de l'affrontement, ont acquis leur conscience de classe. Chaque fois que les ouvriers auront à agir en toute responsabilité par eux mêmes, leur maturité et leur conscience se manifesteront toujours de manière spontanée. Depuis que les appareils syndicaux sont passés au service du capital, et rien qu'à lui, plus aucun pas réel n'a été franchi au travers de ces fausses grèves soigneusement préparées pour la défaite du prolétariat. A cet égard, Luxembourg a donné une opinion définitive et il suffit de confronter les surgissements de "grèves sauvages" avec les actions légalistes, impuissantes, initiées par les centrales syndicales pour voir qu'un abîme les sépare. De longue date rompus à la politique de l'arbitrage et des négociations, les vieux syndicats se font les fourriers des défaites successives des luttes. Mais il est erroné d'assimiler tout organe centralisé du prolétariat à un syndicat qui, par voie de conséquence, serait néfaste aux intérêts des travailleurs. De même qu'est incorrecte l'opinion selon laquelle l'"action spontanée se suffit à elle-même".

Au cours de la grève en masse, la classe ouvrière devient une totalité organique, une classe pour soi, animée d'une volonté commune pour le triomphe d'un objectif identique et général. Ainsi, les grèves polonaises ont offert et continuent d'offrir d'immenses possibilités pour une germination de la conscience de classe la plus élevée.Or, jusqu'ici, elles ne se sont pas transformées en lutte révolutionnaire, en affrontement direct avec l'appareil d'Etat. Aussi nécessaires qu'elles soient, ni l'assemblée générale, ni la grève en masse n'épuisent le problème. Elles ne forment que des moments de tout un processus qui, parti de la plus modeste grève, doit aboutir nécessairement à l'insurrection. Il ne fait pas de doute que la grève en masse et l'assemblée générale entraînent régulièrement dans la lutte des masses toujours plus grandes. De la sorte, elles conservent au mouvement son caractère de masse et lui assurent sa cohésion. Mais elles ne lui confèrent pas encore son contenu politique socialiste. En elles mêmes, ni l'une, ni l'autre ne recèlent une vertu miraculeuse ; pour devenir la force motrice la plus puissante de la révolution, la manifestation de la lutte prolétarienne qui ne finit, pour ainsi dire qu'avec la prise du pouvoir il leur faut ne pas se laisser détacher du but final.

Le socialisme ne jaillit pas de la lutte spontanée de la classe pour satisfaire ses propress intérêts quotidiens. Celui ci ne peut naître que de l'accentuation des contradictions du capitalisme et de la prise de conscience, par la classe, que la révolution socialiste est indispensable. Alors, et alors seulement, chaque revendication particulière, chaque lutte partielle, chaque mot d'ordre limité peut prendre une signification révolutionnaire.

Mais, pour que la classe prolétarienne prenne conscience de ses intérêts socialistes, il faut qu'en elle s'exprime durant les heurts une force politique capable d'harmoniser l'activité pratique et immédiate avec le but final, pour parler comme Luxembourg. Ce noyau a comme fonction d'empêcher que le mouvement ne vienne se briser sur l'écueil qui est la perte de vue du but final, à accélérer le mouvement spontané en expliquant aux plus larges couches du prolétariat déjà en mouvement l'essence de sa lutte. Sa fonction ne consiste pas à se substituer à elles, qui luttent avec courage et abnégation, mais de coordonner chaque phase de la lutte à la somme entière du mouvementen lui fournissant son orientation consciente.

Ici, en Pologne, cette organisation politique d'avant-garde apparaîtra à chaud plutôt comme l'émanation et la conséquence de la lutte que comme condition préalable au processus révolutionnaire. Ici encore, le parti révolutionnaire sera le produit historique de la lutte de classe, le résultat de grands actes créatifs de la lutte de la classe qui les expérimente, et non pasla machine à faire les révolutions dont rêvent les vulgarisateurs mécanistes.

Que les prolétaires en action deviennent conscients de leurs propres tâches et du chemin à suivre est aujourd'hui aussi indispensable historiquement pour le triomphe du socialisme que l'ignorance de ses mêmes tâches et voies était indispensable pour la survie de la bourgeoisie et la pérennité du capitalisme.

DI NEO
11/02/81

Paul Mattick et Bruno Fortichiari

Nous venons récemment d'apprendre la mort de Paul Mattick. Avec Mattick disparait l'un des derniers représentants de la gauche communiste allemande organisée dans le KAPD. C'est très jeune,à l'âge de 16 ans que Mattick adhéra au KAPD (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) qui venait de se fonder en avril 1920. Comme tous ses camarades de parti, il participa à tous les combats révolutionnaires qui se livrèrent en Allemagne durant cette période. Contre la bourgeoisie dirigée par la social-démocratie, contre les corps-francs organisés par les "socialistes" Noske, Ebert et Scheidemann.

Parti ouvrier militant, trempé dans le combat, le KAPD a représenté plus que tout autre l'intransigeance révolutionnaire. Face à la dégénerescence de L'Internationale Communiste et de sa section allemande (le KPD), le KAPD défendait avec acharnement les positions de la gauche communiste. Il rejeta le "parlementarisme révolutionnaire", dénonça la tactique du "front unique" avec les assassins de Rosa Luxemburg, la subordination progressive de L'Internationale Communiste aux intérêts de l'Etat russe. Plus que tout autre, le KAPD comprit la signification révolutionnaire des conseils ouvriers et le rôle contre-révolutionnaire des syndicats en période de décadence du capitalisme.

Alors que dans les années 20, à la suite du reflux de la révolution mondiale, beaucoup de militants quittaient le KAPD, abandonnaient tout engagement militant ou retournaient au KPD et à la Social-Démocratie, Mattick continua la lutte révolutionnaire. Exilé aux USA en 1926, il adhéra aux IWW. A partir de 1934, il anima les revues communistes de conseil : International Council Coorespondance, Living Marxist et New essays.

En liaison avec les gauches allemandes et hollandaises, ces petites revues maintinrent les positions communistes internationalistes. Comme la gauche italienne (Bilan), les communistes de conseil résistèrent aux flots destructeurs de la contre-révolution triomphante. Ils dénoncèrent l'anti-fascisme et les fronts populaires qui ont préparé la deuxième boucherie mondiale. Avec la guerre qui s'approchait, contre le courant, ils opposèrent la nécessité de la révolution prolétarienne dans tous les pays, y compris l'URSS. Isolés, Mattick et ses camarades furent parmi les rares qui sûrent fermement tenir le drapeau de l'internationalisme ouvrier.

Après la seconde guerre mondiale, il abandonna toute activité organisée. Il n'abandonna cependant jamais les positions révolutionnaires. Jusqu'à la fin de sa vie, par ses articles, ses contributions théoriques, il s'efforça de faire connaître les positions de la gauche communiste allemande.

Connu surtout pour ses livres, (Marx et Keynes, Crises et théories des crises) dans le milieu universitaire, Mattick reste et restera pour les révolutionnaires l'un des représentants de toute une génération qui a su résister à la contre-révolution et forger les armes théoriques de la révolution.

Saluer la mémoire de Mattick aujourd'hui, c'est se revendiquer de l'héritage de la gauche communiste allemande et travailler sans relâche pour que demain, la théorie devienne la pratique révolutionnaire du prolétariat mondial.

PS : En même temps que Mattick, vient de disparaître Bruno Fortichiari. Fondateur du parti communiste d'Italie avec Bordiga, il animait la revue "Iniziativa Comunista" qui se proposait de regrouper toutes les organisations qui se revendiquaient de la gauche communiste d'Italie.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX-EN-PROVENCE

PERMANENCE le 18-3-81, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

REUNION PUBLIQUE le 28-3-81, à 17h, au Café Victor Hugo, 52, Cours Victor Hugo, sur le thème : "A L'EST AUSSI, C'EST LE CAPITALISME QU'IL FAUT DETRUIRE."
PERMANENCE le 6-3-81, de 18h à 19h, même adresse.

CLERMONT-FERRAND

REUNION PUBLIQUE le 13-3-81, à 20h30, dans l'ancien lycée D.Pascal, sur le thème : "ELECTIONS : SEULS DANS LES ISOLOIRS OU UNIS DANS LA LUTTE."
PERMANENCE le 21-3-81, à 14h30, à la Cafétéria "Le Chef", Centre Jaude.
DIFFUSION le 21-3-81, au Marché St Pierre, de 11h à 12h.

DIJON

PERMANENCE le 5-3-81, de 18h à 19h, au Pavillon St Bernard, Campus Montmuzard (facs).

GRENOBLE

REUNION PUBLIQUE le 13-3-81, à 21h, 6, rue Hector Berlioz, sur le thème : "CONTRE LE CIRQUE ELECTORAL, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT."

LILLE

REUNION PUBLIQUE le 21-3-81, à 14h30, 23, rue Gosselet Lille (MNE) sur le thème : "LA STRATEGIE DES PARTIS DE GAUCHE AUJOURD'HUI".
PERMANENCE les 4 et 18-3-81 de 18h à 20h, même endroit.

LYON

REUNION PUBLIQUE LE 20-3-81, à 21h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème: "CONTRE LE CIRQUE ELECTORAL, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT."
PERMANENCE les 2ème et 4ème mercredis du mois, à 18h, même adresse.

MARSEILLE

REUNION PUBLIQUE le 3-4-81, à 21 h, 205, rue Ste Cécile 13005 sur le thème: "CONTRE LE CIRQUE ELECTORAL, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT."
PERMANENCE le 20-3-81 de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4, Cours J.Thierry, (1er).

MONTPELLIER

REUNION PUBLIQUE le 21-3-81, à 17h, 17 bis, salle Chaptal, salle "La Gerbe", sur le thème : "LES GREVES DE MASSE EN POLOGNE ET LES LECONS A TIRER POUR L'ENSEMBLE DES REVOLUTIONNAIRES."
DIFFUSION le 21-3-81, de 10h à 12h, sur la place du marché.

NANTES

REUNION PUBLIQUE le 7-3-81, à 17h, au Centre social des Bourderies, Nantes Chantenay, sur le thème : "CONTRE LE CIRQUE ELECTORAL, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT"
PERMANENCE le dernier mercredi du mois, à 20h30, au Bar de l'Hotel de Ville, Chantenay.
DIFFUSION au marché de la Petite Hollande, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

PARIS

REUNION PUBLIQUE le 14-3-81, à 17h, au 27, av. De Choisy, Paris 13ème, sur le thème : "CONTRE LE CIRQUE ELECTORAL, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT." Prochaine réunion publique le 11 avril, sur la question de la violence de la classe ouvrière.
PERMANENCE tous les samedis sauf le samedi de la réunion publique, à 16h, même adresse.

ST.NAZAIRE

REUNION PUBLIQUE le 14-3-81, à 17h, au Foyer de Jeunes Travailleurs, sur le thème : CONTRE LE PIEGE DES ELECTIONS."

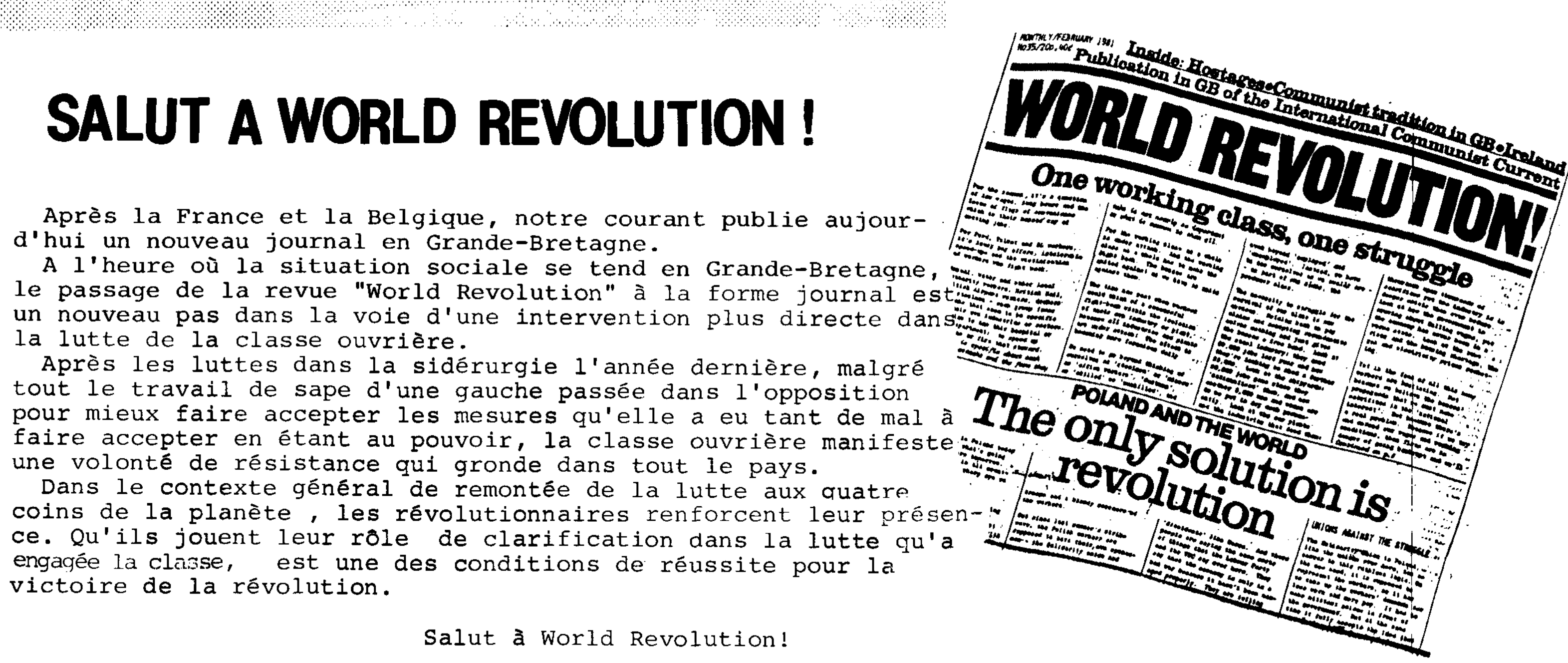
DIFFUSION au marché des Halles, le 2ème dimanche du mois, de 10h30 à 11h30.

ROUEN

REUNION PUBLIQUE le 7-3-81, à 14h30, à la Halle aux Toiles, sur le thème : "CONTRE LE PIEGE DES ELECTIONS."
PERMANENCE le 25-4-81 à 14h30, même adresse.

TOULOUSE

REUNION PUBLIQUE le 27-3-81 à 21h, à la Cité de l'Arsenal, bat.C, sur le thème : "LES GREVES DE MASSE EN POLOGNE ET LES LEÇONS A TIRER POUR L'ENSEMBLE DES REVOLUTIONNAIRES."
PERMANENCE tous les vendredis, à 18h 30, au Bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont de Demoiselles).
DIFFUSION au marché sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois de 11h à 13h.



SALUT A WORLD REVOLUTION !

Après la France et la Belgique, notre courant publie aujourd'hui un nouveau journal en Grande-Bretagne.

A l'heure où la situation sociale se tend en Grande-Bretagne, le passage de la revue "World Revolution" à la forme journal est un nouveau pas dans la voie d'une intervention plus directe dans la lutte de la classe ouvrière.

Après les luttes dans la sidérurgie l'année dernière, malgré tout le travail de sape d'une gauche passée dans l'opposition pour mieux faire accepter les mesures qu'elle a eu tant de mal à faire accepter en étant au pouvoir, la classe ouvrière manifeste une volonté de résistance qui gronde dans tout le pays.

Dans le contexte général de remontée de la lutte aux quatre coins de la planète , les révolutionnaires renforcent leur présence. Qu'ils jouent leur rôle de clarification dans la lutte qu'a engagée la classe, est une des conditions de réussite pour la victoire de la révolution.

Salut à World Revolution!

abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
85 F	90 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
50 F	55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :
ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F	130 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

publications territoriales du CCI

Accion Proletaria
Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo
Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism
PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale
CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie
Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution
Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

lisez la:

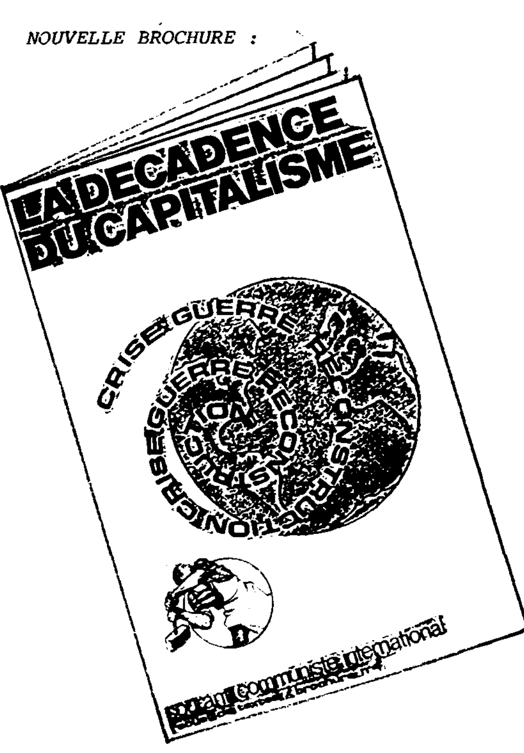


N°24

- POLOGNE :
  - Perspectives de la lutte
  - Rôle des révolutionnaires
- La question paysanne
- La question syndicale après 1920

brochures

NOUVELLE BROCHURE :



Nos autres brochures:

- -LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (4 F)
- -NATION OU CLASSE (4 F)
- -PLATE FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- -RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROTSKYSME (10 F)
- -ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

Collections de R.I.
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles : Du n°22 au n°46 : 30 F

LE PIEGE DU SYNDICALISME DE BASE

● Les syndicats ont revêtu le bleu de travail et sont descendus à l'usine. Faisant mine de réformer l'excessif bureaucratisme de leurs appareils, ils essaient de redéployer leurs tentacules sur le terrain du syndicalisme de base. De la sorte, ils s'adaptent aux nouvelles exigences que leur impose dans la situation actuelle leur rôle de gardiens de l'ordre bourgeois dans les usines. Des exemples de cela, nous les trouvons accomplis dans la lutte de Longwy-Denain en France, dans la grève de l'acier en Angleterre et dans la grève de masse en Pologne.

Ces trois exemples sont les plus parlants pour souligner le caractère international de la lutte ouvrière et des problèmes qu'elle rencontre aujourd' hui.

LES EXPERIENCES FRANCAISE, ANGLAISE ET POLONAISE

A Longwy-Denain, la bourgeoisie française a tenté de mettre en place dans la sidérurgie un plan de 30 000 licenciements. Devant cette attaque, une violente réaction ouvrière s'est produite : dans les zones sidérurgiques des grèves et des manifestations de masse ont éclaté.

Comment la bourgeoisie française parvint-elle à freiner et à dévoyer momentanément cette grande lutte ? Elle a employé la répression mais, et surtout, elle a usé d'une arme plus efficace : faire en sorte que les ouvriers soient DESORGANISES, DESUNIS ET SANS COORDINATION, les empêchant de former leurs organes d'unité et de décision souveraine : les ASSEMBLEES ET LES COMITES ELUS ET REVOCABLES. A cela, elle y est arrivée en poussant en avant le syndicalisme de base : elle a donné la liberté aux unions locales de se radicaliser et de regrouper dans leur sein les ouvriers les plus combatifs.

Par ailleurs, quand la combativité ouvrière commença à fléchir, les syndicats ont trouvé dans leurs organes de base un point d'appui pour réinstaller l'ordre, organisant la démoralisation et la débandade des rangs ouvriers.

Dans le cas de la grève de l'acier, en Grande-Bretagne, les syndicats ont créé des comités de grève pour intégrer les ouvriers les plus combatifs et dominer la lutte. Ces comités se donnèrent des allures de radicalité et se dédièrent à la généralisation de la lutte en anticipant la combativité des ouvriers. En fait, et c'est là que nous pouvons voir comment agissent ces organes néo-syndicalistes de base, cette "généralisation", ils la limitèrent à la branche sidérurgique, ils la firent par le moyen des votes à bulletins secrets, collectes d'argent, etc...

En Pologne, alors que ce qui avait fait la force des luttes ouvrières l'été dernier,c'étaitle manque total d'illusions des ouvriers sur les syndicats officiels, la bourgeoisie est parvenue à faire passer la reconnaissance du nouveau syndicat "Solidarité" pour une victoire ouvrière. Sitôt mis en place, ce syndicat n'a pas tardé à jouer son rôle d'étouffoir de la lutte de classe. Le pompier Walesa parcoure la Pologne pour éteindre tout conflit qui risque de mettre le feu aux poudres.

En dévoyant la lutte sur des terrains légalistes, en soulignant la nécessité d'une modération de la lutte de classe, en menant des négociations secrètes, Solidarité a bien tiré les leçons du syndicalisme occidental.

PERSPECTIVES

Les expériences antérieures doivent guider notre compréhension des nouvelles manoeuvres des syndicats pour noyer nos luttes.

Les bases du succès mystificateur du syndicalisme de base sont au nombre de trois :
- il récupère les éléments les plus combatifs ;
- il jouit d'un préjugé favorable parmi les ouvriers ;
- il prend des initiatives "radicales" et, du moins, il "s'oppose"aux directions syndicalistes, ou, comme en Pologne, aux anciens syndicats.

Même relatif,le succès du syndicalisme de base est d'abord fait d'une faiblesse juvénile dans le regain de la lutte de classe. Il est fort d'un manque d'assurance encore sensible du prolétariat dans ses propres forces.

En dehors de situations de lutte de classe extrême, il est facile de se laisser enjôler par ces organes syndicaux qui revêtent l'apparence du "nouveau", du "plus démocratique", d'assurer une plus grande "participation", etc, par rapport aux vieux organes syndicaux déconsidérés, du style bonze.

Nous pourrions dire que le syndicalisme de base est au syndicat ce que ce dernier est au capitalisme : un amortisseur et un coupe-feu de la lutte ouvrière.

Face à la pression de la lutte, et pour ne pas en perdre le contrôle, les syndicats "assouplissent" leur discipline interne, laissant une certaine "liberté" à leurs organes de base qui sont ceux qui ont une relation directe à la lutte, leur donnant une marge d'action et davantage de possibilités de prendre des initiatives au niveau local, de l'entreprise et du secteur. Cela se traduit en "divergences" entre base et bureaucrates. Ces "divergences" constituent un ingrédient irremplaçable du syndicalisme de base, ils en sont un de ses piliers. Un de leurs objectifs est précisément de convertir n'importe quel affrontement entre ouvriers et syndicats en litige "interne" opposant base et sommet. Un peu comme dans les feuilletons americains de la TV,pleins de mauvais capitalistes et hommes politiques, mais nous laissant entendre que ce sont des exceptions, car il y en a aussi des bons et des intègres le syndicalisme de base nous présente les choses ainsi : le mal, c'est le sommet; ce qui est pur, c'est la base qui maintient l'"essence" du syndicalisme et rachète le tout.

Le jeu est clair : les organes syndicaux de base développent toute une série d'actions "radicales" auxquelles les directions "s'opposent de toutes leurs forces", mais les "tolèrent" parce que la démocratie, c'est la démocratie... Ça, c'est pour la galerie, la réalité est que les directions laissent faire "la base", tant que la lutte demeure globalement contrôlée par elles. Mais si il y a débordement, elles rétablissent l'ordre avec le recours aux bonnes vieilles calomnies de "provocateurs", "aventuristes", etc ; elles attaquent la lutte ouvrière avec les organes de base en première ligne. Puis, dès que la lutte ouvrière commence à décliner, reviennent en force les directions syndicales

Cette radicalisation des syndicats par leur base, les syndicats ne la font pas,comme ça. Ils s'y voient contraints par la pression de la classe. Mais cela pourtant n'est pas pour nous dissuader de dénoncer les organes syndicaux de base. Cette dénonciation ne doit pas demeurer uniquement au plan du caractère syndical, telle qu'elle se fait parfois, de façon diffuse, mais s'attaquer à l'action de ces organes de base et à leurs fonctions. En rester au simple constat qu'ils naissent sous la pression ouvrière et que, par là même, ils méritent notre confiance parce qu'ils seraient une espèce de "premier pas", est une attitude totalement erronée qui, à terme, peut nous mener à la défaite. Le syndicalisme de base est une entrave de plus que fixe le capitalisme sur la voie des travailleurs,qu'il importe obligatoirement de surmonter. Nourrir l'illusion que notre pression peut nous rendre les syndicats favorables ou, du moins, neutres, est lourd de périls.

La fonction et le rôle des "Comités de grève" néo-syndicalistes anglais, de l'Intersyndicale en France et de "Solidarité" en Pologne a été bien claire. Et ceux que remplissent les organes syndicaux de base sont similaires:

- tenter d'éviter la formation d'assemblées et, dans le cas d'impossibilité, de les dominer et de les contrôler en les enfermant dans des alternatives syndicales.

Cette orientation va de pair avec une idéologie corporatiste et nationaliste. Ainsi, par exemple, dans la lutte de la sidérurgie en Grande-Bretagne, l'extension du mouvement fut limitée au seul domaine privé et, à Longwy-Denain, toute la stratégie syndicale s'est dirigée à rendre responsables les ouvriers sidérurgistes allemands,"parce qu'ils produisaient à meilleur marché" et "empêchaient que l'acier français se vende". Avec l'idéologie corporatiste, il n'y a qu'une seule voie de sortie : la défaite.

La situation actuelle du capitalisme, de crise permanente fait que l'unique manière de l'affronter est de nous unir par-dessus les branches d'industrie et autres divisions que nous impose la bourgeoisie. Les nombreuses expériences de luttes très combatives qui, pour ne pas s'être étendues, sont allées à la dérive, le confirment. Précisement, une des bases du syndicalisme de base consiste bel et bien à ne pas nous faire sortir du cadre de l'usine et de la branche d'industrie ou de la région.

Avec l'idéologie nationaliste, tout également, le syndicalisme de base, et le reste du capitalisme, veut nous faire avaler la couleuvre selon quoi il s'agit de nous opposer aux travailleurs des autres pays parce qu'ils seraient les vrais responsables de notre situation.

En Pologne, le refrain nationaliste chanté par Solidarité n'a qu'un seul but, enfermer les ouvriers sur le terrain national, faire croire que la solution à leurs problèmes est en Pologne et empêcher ainsi toute extension de la lutte par-delà les frontières.

Lorsque la lutte redescend, ces organes de base n'ont pas le moindre scrupule à céder la baguette de chef d'orchestre aux directions syndicales pour que celles-ci, en complicité avec le patronat et le gouvernement, fassent à leur guise. Par exemple, prenons la grève de la sidérurgie en Grande-Bretagne, où une fois la lutte retombée, se sont produits des centaines de licenciements en toute complaisance des syndicats, depuis les "directions bureaucratiques" jusqu'à la très "combative" base syndicale.

Il est très important par les temps actuels, à une époque où le moment décisif de l'affrontement capital-travail se rapproche, que nous puissions créer, à l'heure de la lutte, nos propres organes (Assemblées, comités élus et révocables par l'assemblée).

Ces assemblées et ces comités, certes, ne sont pas en soi quelque chose dont le prolétariat devra se suffire, mais du moins c'est par eux que la classe se donne la possibilité de faire face aux attaques bourgeoises. En revanche, si le prolétariat à la faiblesse de croire dans le syndicalisme de base, il se coupe toute chance de gagner et assure la défaite.

(d'après "Accion Proletaria",n°33).

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

● *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

● *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

● *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.